



Plan de relance de l'économie sociale

Version finale

28 mai 2021





INTRODUCTION

Une démarche collaborative pour propulser Québec à la suite de la crise sanitaire

Par le projet **Québec : Cap sur la croissance**, Québec International a entrepris une vaste réflexion régionale auprès de la communauté d'affaires de la région, et ce, afin d'accélérer la relance économique et la transformation des entreprises en vue de l'ère post-COVID-19. Dans ce contexte, des rencontres d'échanges ont été organisées entre les partenaires économiques et les dirigeants d'entreprises de divers secteurs d'activité clés de la région. Ces consultations nous ont permis de prendre le pouls du terrain, mais surtout d'orienter les actions à mettre de l'avant pour assurer la vitalité économique et la prospérité de la région à court et moyen terme.

Forte d'une économie diversifiée, la région de Québec ne cesse de progresser, mais les perturbations causées par la pandémie ont aussi eu un impact sur sa vigueur économique. Aujourd'hui, en misant sur la complémentarité, sur la concertation et sur l'efficacité, Québec International, en collaboration avec des partenaires et des acteurs économiques, souhaite amener la région encore plus loin.

Québec : Cap sur la croissance est le fruit d'une mobilisation d'acteurs de la région, et je tiens à remercier tout particulièrement notre principal collaborateur dans cette démarche; la Chambre de commerce et d'industrie de Québec.

Je tiens aussi à remercier l'ensemble de nos partenaires privés ainsi que le gouvernement du Canada, le gouvernement du Québec et la Ville de Québec, qui nous ont témoigné de leur confiance, mais surtout de leur oreille attentive aux besoins des entreprises et des organisations depuis mars 2020.

En terminant, je suis convaincu qu'en développant ensemble une vision innovante, la région de Québec se donne les moyens de propulser son économie à un niveau supérieur, pour le bénéfice de tous et chacun.

Carl Viel

Président-directeur général

Québec International



INTRODUCTION

Rassembler pour créer une relance économique intelligente

La Chambre de commerce et d'industrie de Québec est très fière de faire partie du projet *Québec : Cap sur la croissance*. Un projet qui s'imbrique directement dans la mission même de la CCIQ, soit d'unir les forces de la communauté d'affaires de Québec pour maintenir notre excellence.

La dernière année n'a pas été de tout repos pour notre milieu économique qui a pris plus d'un coup. Nos secteurs névralgiques comme le tourisme, l'hôtellerie et la restauration ont été complètement mis sur pause et devront jongler avec les hauts et les bas d'une relance progressive. Nous pouvons cependant être fiers de notre communauté d'affaires qui a fait preuve de résilience plus que jamais auparavant. La collaboration des derniers mois a été remarquable et témoigne d'un désir commun de relancer l'économie de la région rapidement et intelligemment.

C'est dans cette optique que la Chambre de commerce et d'industrie de Québec a emboîté le pas dans ce projet qui deviendra le phare d'une relance économique efficace, intelligente et durable. Grâce à ces consultations, la majorité de nos secteurs d'activités pourront prêter main-forte pour forger notre idéal de la reprise de notre économie. Notre travail des prochaines années sera indéniablement un travail d'équipe.

J'ai confiance que la force de caractère qui forge notre milieu économique depuis plusieurs années primera sur cette période difficile que nous venons de vivre. Notre communauté brillera de nouveau par la même fougue et la même détermination qui ont longtemps fait sa renommée. Ensemble, nous en sommes à rassembler pour créer nos plus beaux jours.

Steve Lavoie
Président et chef de la direction,
Chambre de commerce et d'industrie de Québec



Quatre priorités pour la relance de l'économie sociale (1/2)

Nos priorités	Se mettre en action	Résultats visés
<p>Favoriser l'attraction et la rétention de la main-d'œuvre au sein des entreprises d'économie sociale</p>	<p>1. – Prioriser l'économie sociale (ÉS) et l'action communautaire dans les stratégies de requalification – Encourager la création de regroupements ou de coopératives d'employeurs – Miser sur les organismes et entreprises d'ÉS pour intégrer au marché du travail des travailleurs aux besoins atypiques</p>	<p>– Augmentation du bassin de main-d'œuvre</p>
<p>Assurer la transition numérique et faciliter l'adaptation des pratiques d'affaires et de gestion</p>	<p>2. – Faciliter la mise en place d'initiatives de mutualisation de services ou de ressources – Orienter les stratégies gouvernementales de soutien à la transformation numérique à l'échelle des entreprises d'ÉS – Déployer des initiatives pour offrir accès internet et des outils numériques pour la clientèle</p>	<p>– Meilleure connexions entre les acteurs et modernisation des pratiques d'affaires</p>

Quatre priorités pour la relance de l'économie sociale (2/2)

Nos priorités

Capitaliser sur les opportunités découlant de la crise pour favoriser la transition sociale et écologique

Assurer un financement accru des organismes et faciliter la capitalisation des entreprises

Se mettre en action

3.
 - Recourir à l'ÉS dans le soutien aux clientèles affectées par la crise
 - Adapter les stratégies de développement économique à l'ÉS
 - Miser sur l'ÉS pour l'autonomie alimentaire de production locale
 - Soutenir la mise en place d'un centre d'économie circulaire
 - Adopter des politiques d'approvisionnement adaptées à l'ÉS
 - Recourir aux modèles d'ÉS pour valoriser les milieux naturels

4.
 - Créer un fonds pour faciliter le repreneuriat collectif
 - Assurer une transition douce ou la pérennisation des aides ponctuelles
 - Déployer un financement accru et un meilleur accès à la capitalisation
 - Faciliter l'accès aux capitaux pour les entreprises d'ÉS à propriété féminine et de la diversité
 - Revoir à la hausse les crédits d'impôt pour les dons aux organismes communautaires

Résultats visés

- Un meilleur enlignement de la pratique avec les opportunités révélées par la crise

- Financement adéquat de la pratique de l'ÉS

S'organiser afin d'être au-devant de la relance économique



OBJECTIFS

Le présent document constitue le plan de relance économique du secteur. L'objectif du plan est de structurer les priorités économiques propres à son écosystème de Québec en réponse à la conjoncture particulière de la crise sanitaire. Le plan s'adresse à tous les acteurs du secteur, autant privés que publics, et comprend deux grands volets:

La priorisation des enjeux issus de la conjoncture particulière créée par la crise sanitaire

Les orientations et actions retenues en concertation.

DÉMARCHE ET PARTENAIRES

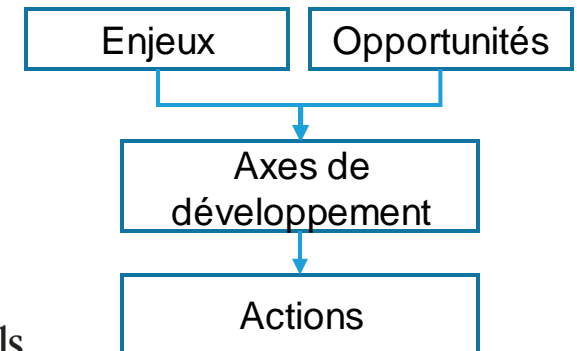
L'élaboration du plan inclut un diagnostic de l'impact économique de la crise sanitaire sur le secteur et différentes activités de concertation avec des acteurs du milieu. Entre les 1^{er} mars et 29 avril, entretiens, ateliers de travail et panels ont permis d'arrêter les réflexions du secteur sur ses priorités afin de le propulser vers un développement supérieur. La démarche a ainsi vu 84 participants actifs aux groupes de discussion et 21 panélistes chevronnés.

Ont aussi collaboré à la démarche les organismes suivants.



STRUCTURE DU DOCUMENT

Le plan de relance économique propose dans un premier temps de positionner le secteur dans l'économie de Québec et sa région et pose un diagnostic ciblé sur l'impact de la crise sanitaire. C'est la séquence suivante qui a conduit à l'élaboration d'actions ciblées.



La réalisation de cette démarche importante pour la relance de l'économie de Québec a été rendue possible par le support de nos trois précieux partenaires



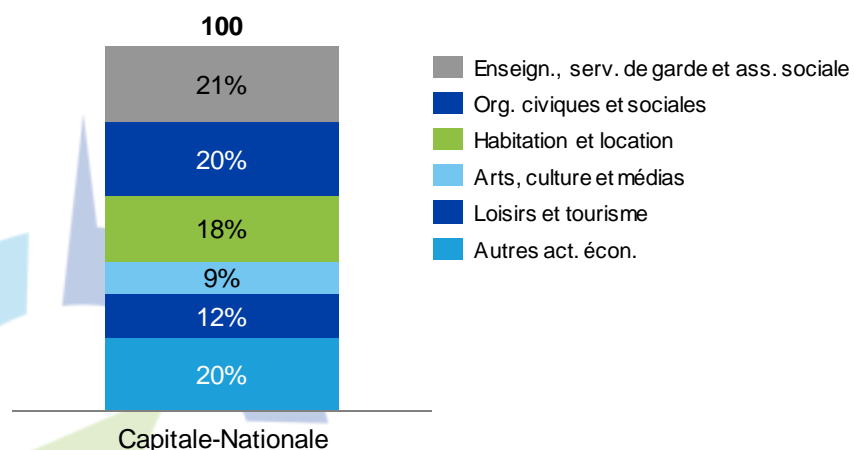
L'économie sociale est solidement ancrée dans la Capitale-Nationale

Des quelque 1 200 entreprises en économie sociale dans la région de Québec, 4 entreprises sur 5 sont regroupées dans cinq grands domaines

- 71% des entreprises d'ÉS sont des OBNL
- Elles génèrent 2,6 milliards \$ de revenus
- 45 entreprises ont un chiffre d'affaires supérieur à 10 M\$.

Répartition des entreprises d'ÉS selon le domaine d'activité économique

Capitale-Nationale, 2016; en %

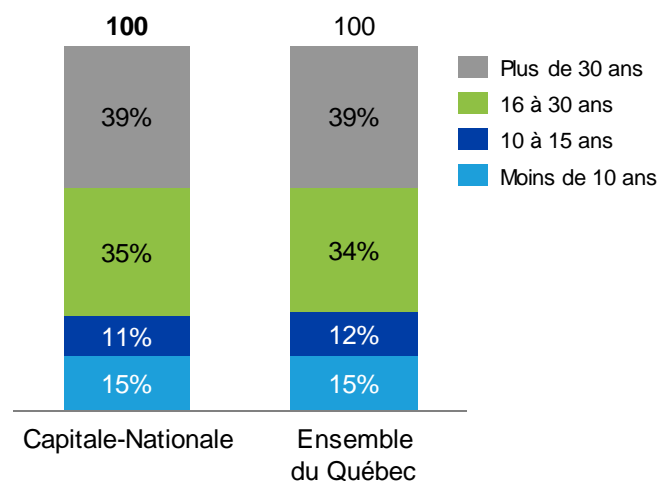


L'économie sociale emploie près de 23 000 personnes

- 39% des entreprises ont plus de 30 ans
- La vaste majorité, soit 85 % des entreprises, ont 10 ans et plus d'existence
- Les entreprises d'économie sociale sont des entreprises matures.

Répartition des entreprises d'ÉS selon l'âge

Capitale-Nationale et ensemble du Québec, 2016; en %



1216

Entreprises dans la Capitale –Nationale

11% de l'ensemble du Québec



22 800

salariés

66% sont des femmes

48% à temps plein

48% ont moins de 35 ans



2,6 milliards \$
en revenus totaux



76 % des entreprises
œuvrent sur le
marché local

L'économie de Québec a été durement touchée par la crise sanitaire et reprend son rythme inégalement



La mise en pause volontaire de l'économie a fait reculer l'emploi à Québec. Il s'agit d'une chute historique

- La baisse de l'emploi a été majeure dans le secteur de la culture et de l'assistance aux personnes, deux domaines où les entreprises d'économie sociale sont particulièrement actives.

La baisse de l'emploi représente l'ensemble des gains de toute la décennie 2010

- Ce sont 35 000 emplois qui ont été perdus en une seule année
- Le nombre de chômeurs a doublé à 30 000 individus.

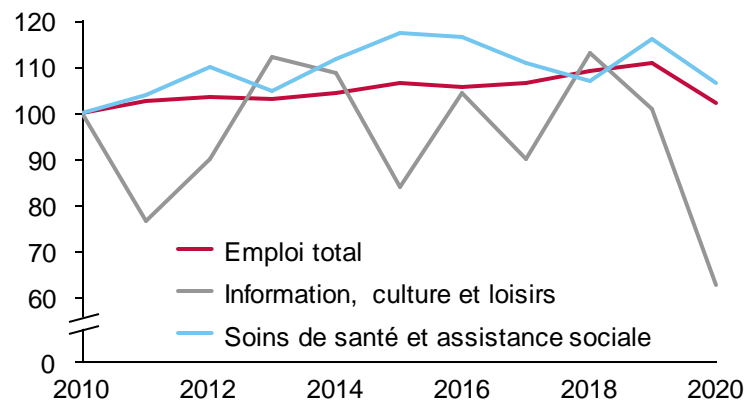
Québec est l'une des RMR au Canada qui a été la plus durement touchée

- Tout l'Est canadien a mieux fait que Québec.

Toutefois, la reprise à Québec est amorcée alors que l'emploi n'a reculé que de 1,6% entre les mois de février de 2019 et 2020.

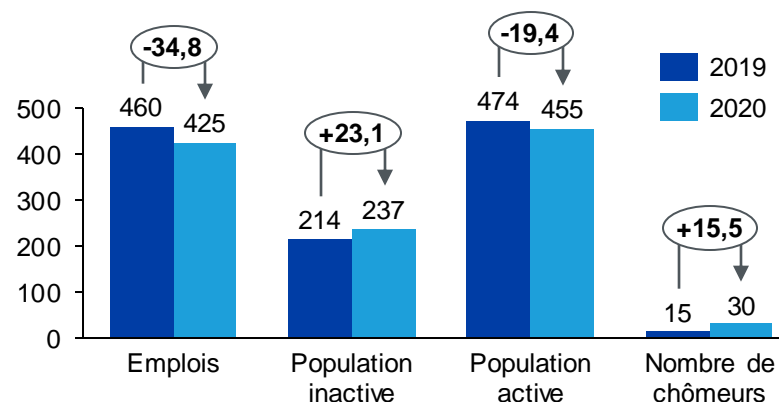
Variation de l'emploi par secteur

RMR de Québec, 2010-2020; en milliers



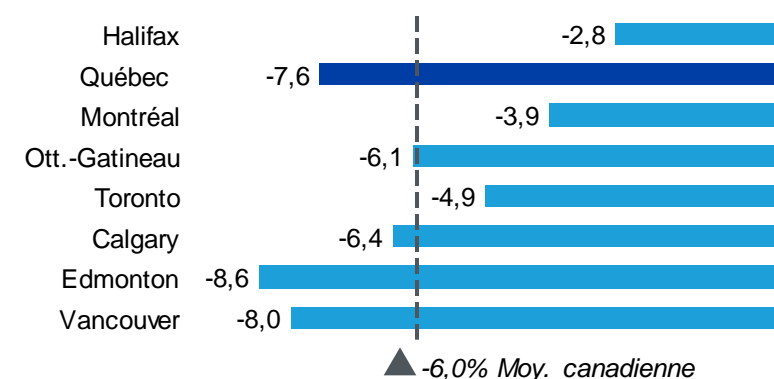
Indicateurs de l'emploi

RMR de Québec, 2019 et 2020; en milliers



Variation de l'emploi en 2020 selon la RMR

RMR canadiennes, 2020 p/r à 2019; en %



La crise sanitaire et la reprise qui s'est amorcée n'ont pas les mêmes effets entre les différents secteurs de l'économie



Des leçons apprises

- L'économie sociale regroupe une diversité de secteurs d'activités qui n'ont pas subi les mêmes effets de la pandémie. Les entreprises d'ÉS œuvrant dans les secteurs des arts, de la culture, du tourisme et du loisir ont été durement touchées alors que celles œuvrant dans les secteurs de la santé, des conditions de vie, des services de garde, et de l'éducation ont maintenu leurs activités avec des contraintes et/ou une demande fortement accrues.
- Les mesures d'urgence et les programmes de soutien se sont souvent avérés mal adaptés à la réalité des entreprises d'ÉS. Une situation qui peut s'expliquer par des stratégies de développement économique traditionnellement orientées vers les secteurs de pointe et l'internationalisation.
- La crise a rappelé l'importance des entreprises locales (commerces, services aux personnes, culture). La population et les gouvernements sont plus enclins à soutenir l'achat et l'approvisionnement locaux et à considérer les entreprises d'économie sociale et les commerces de proximité comme étant essentiels au dynamisme social et économique au sein des communautés.
- La majorité des entreprises associatives et des coopératives sont de petites entreprises voire des TPE. Certaines d'entre elles peuvent compter sur une faible part de revenus autonomes alors que d'autres sont contraintes par leur volonté d'offrir des produits et services à des tarifs abordables en cohérence avec leur mission sociale et communautaire. Par conséquent, elles disposent souvent de peu de marge de manœuvre financière pour offrir des conditions d'emploi satisfaisantes, pour investir dans les technologies, pour embaucher des ressources spécialisées et pour faire face aux imprévus financiers.
- La crise a mis en évidence le rôle essentiel des entreprises d'économie sociale et des organismes communautaires pour les populations plus vulnérables.
- Les acteurs politiques, économiques, sociaux et environnementaux s'entendent pour dire que la crise nous offre l'occasion d'une relance axée sur la transition sociale et écologique.



La démarche a permis d'identifier de nombreux enjeux dont 5 à prioriser

Des programmes et mesures d'urgence mal adaptés à la réalité des entreprises d'économie sociale et aux réalités régionales	La pleine reconnaissance et la valorisation de la contribution de l'économie sociale	Opportunités de développement pour répondre aux besoins révélés par la pandémie	Le peu de considération pour le secteur des services et le tissu économique de proximité dans les stratégies de développement économique
Rareté et épuisement de la main-d'œuvre	La difficulté à joindre certaines clientèles (nouveaux modes de consommation ou de prestation de services en ligne)	L'accès restreint aux marchés publics pour les entreprises d'économie sociale	Sous-financement et difficulté d'accès aux capitaux pour les entreprises d'économie sociale
Difficulté à mobiliser la communauté de bénévoles et manque de qualification et de compréhension du rôle des administrateurs	Les défis pour les autorités publiques de répondre à la crise climatique dans un contexte de crise sanitaire	Le manque de ressources humaines et financières pour soutenir le virage numérique et la transformation des modèles d'affaires	Méconnaissance du potentiel des pratiques collectives et de l'économie sociale comme moteur de relance

Accroître en quantité et en qualité la main-d'œuvre



Une rareté durable

Depuis 10 ans, la croissance de la population active (0,9 %) a été légèrement plus élevée que celle de la population (0,8 %)

- La tranche des 15-64 ans est toutefois demeurée stable depuis 10 ans
- C'est cette dynamique qui explique les tensions

L'indice de remplacement suggère que cette situation perdurera si la tendance se maintient

- Le nombre de personnes de 20 à 29 ans ne sera pas suffisant pour remplacer celles de 55 à 64 ans.

Indice de remplacement par 1000 habitants			
2006	2016	2026	2036
1 120	903	911	841

Le nombre d'immigrants internationaux à Québec a été globalement en hausse depuis 10 ans mais peine à dépasser les 3000 personnes

Des effets indésirables pour le secteur de l'économie sociale

Les programmes de requalification de la main-d'œuvre des gouvernements mettent de la pression sur les entreprises d'économie sociale en offrant des salaires avec lesquels elles parviennent difficilement à compétitionner

Il est difficile pour les entreprises d'économie sociale de se doter de personnel dédié à la gestion numérique, à l'expérience client et aux services de soutien nécessaires.

« -L'épuisement du personnel (explosion des besoins) » et la « sous-rémunération chronique » dans certains secteurs vont accroître les difficultés de rétention dans un contexte où les opportunités d'emplois ou de requalification se multiplient.»

- Acteur en économie sociale

Des stratégies globales



Mettre en valeur nos forces actuelles

- Prendre soin des employés actuels
- Doter ses employés des bons outils, qu'ils soient informatiques ou techniques
- Développer sa marque employeur
- Offrir une rémunération compétitive
- Retenir plus longtemps les employés susceptibles de prendre leur retraite.



Optimiser le bassin de main-d'œuvre

- S'ouvrir à la requalification et à une population inactive
- Adapter le travail à différents types de main-d'œuvre, notamment des postes à temps partiel pour les travailleurs expérimentés.



Ajouter au bassin actuel

- Déployer des efforts sur le bassin montréalais
- Simplifier le processus d'immigration
- Augmenter l'immigration à Québec
- Attirer davantage une main-d'œuvre en provenance des provinces canadiennes.

Quatre grands enjeux et opportunités prioritaires pour la communauté de Québec



Absence d'appui à la transformation organisationnelle et numérique

- ▶ Manque de ressources dans les organismes pour réaliser une transition numérique. Les programmes visent les entreprises manufacturières 4.0 mais laissent de côté la transition vers le 2.0 pour les organismes et entreprises de services
- ▶ Difficulté de rejoindre certaines clientèles et les bénévoles par des plateformes numériques
- ▶ Manque de ressources à l'interne pour améliorer les pratiques d'affaires et de gestion (ex. optimiser l'expérience client, améliorer la productivité, réviser l'offre de produits et services, etc.).

L'économie sociale comme moteur de relance

- ▶ De nouveaux besoins ont émergé de la pandémie et offrent des possibilités de développement (hébergement des aînés et clientèles vulnérables, service à domicile, école à distance, activités de loisirs en milieu naturel, autonomie et sécurité alimentaire, etc.)
- ▶ Un nouvel engouement pour l'achat et l'approvisionnement local, plus responsable et plus durable favorisant les entreprises d'ÉS.
- ▶ La volonté exprimée par les gouvernements d'investir dans une relance plus verte et plus solidaire qui pourrait paver la voie à des investissements dans un éventail plus large de secteurs ou dans d'autres types d'entreprises.

La reconnaissance et la valorisation de la contribution de l'économie sociale

- ▶ Utiliser le modèle de l'économie sociale comme alternative viable à d'autres formes d'entrepreneuriat et de repreneuriat dans certains secteurs touchés ou pour assurer la continuité des opérations.
- ▶ Miser sur l'expertise des entreprises d'économie sociale en matière d'intégration au marché du travail de clientèles éloignées et/ou marginalisées (CTA, entreprises d'insertion, etc.).
- ▶ La pratique de l'économie sociale peut offrir des modèles très innovants pour mutualiser des ressources matérielles, humaines voire même financières.

Le manque de financement et de capitalisation

- ▶ Le gouvernement vise à favoriser l'entrepreneuriat mais les solutions ne sont pas adaptées ou ne valorisent pas suffisamment les modèles collectifs (Coop et OBNL).
- ▶ L'enjeu du financement était déjà une priorité avant la pandémie mais il a été mis en évidence tant pour les entreprises que pour les organismes de soutien qui n'ont pas profité autant que les autres des mesures d'urgence ou du financement supplémentaire (manque d'équité)
- ▶ Certaines aides ponctuelles pour pallier à des besoins urgents pourraient disparaître alors que les besoins vont demeurer tant en matière de financement que de capitalisation.

Quatre axes stratégiques pour le développement de notre milieu

- 1 Favoriser l'attraction et la rétention de la main-d'œuvre au sein des entreprises d'économie sociale
- 2 Assurer la transition numérique et faciliter l'adaptation des pratiques d'affaires et de gestion
- 3 Capitaliser sur les opportunités découlant de la crise pour favoriser la transition sociale et écologique
- 4 Assurer un financement accru des organismes et faciliter la capitalisation des entreprises

Les défis de la pratique de l'économie sociale et du milieu communautaire ont été exacerbés par la pandémie et ont permis d'identifier des opportunités de développement qui permettront aux acteurs de profiter de « l'effet ressort » de la sortie de crise.

1. Faciliter l'adéquation entre les besoins et l'offre de main-d'œuvre – mesures transversales



Priorités d'action	Opportunité poursuivie	Début	Fin	Bénéfices recherchés
1.1 Mettre à profit les leçons apprises pendant la pandémie pour bonifier l'environnement et les conditions de travail, doter ses employés des bons outils, qu'ils soient informatiques ou techniques, développer sa marque employeur et offrir une rémunération compétitive	Mettre en valeur nos forces actuelles	2021	En continu	Un plus grand nombre de travailleurs et une meilleure rétention
1.2 S'ouvrir à la requalification, notamment avec les programmes offerts par le gouvernement	Optimiser le bassin de main-d'œuvre	2021		Maintenir plus de personnes au travail
1.3 Favoriser une plus grande collaboration avec les institutions d'éducation et l'industrie pour la mise en œuvre de programmes de type « dual »	Optimiser le bassin de main- d'œuvre	2021	En continu	Un plus grand nombre d'immigrants pouvant faire bénéficier Québec de leur formation

1. Faciliter l'adéquation entre les besoins et l'offre de main-d'œuvre – mesures transversales



Priorités d'action	Opportunité poursuivie	Début	Fin	Bénéfices recherchés
<i>1.4 Simplifier les processus d'immigration, augmenter l'immigration et accroître l'efficacité de la reconnaissance des diplômes et des compétences des immigrants</i>	<i>Ajouter au bassin actuel</i>	<i>2021</i>	<i>En continu</i>	<i>Un plus grand nombre d'immigrants pouvant faire bénéficier Québec de leur formation</i>
<i>1.5 Déployer des efforts sur le bassin montréalais et attirer davantage une main-d'œuvre en provenance des provinces canadiennes</i>	<i>Ajouter au bassin actuel</i>	<i>2021</i>	<i>En continu</i>	<i>Pallier à la baisse du taux de croissance de travailleurs</i>
<i>1.6 Inciter les travailleurs expérimentés à rester/revenir sur le marché du travail (avec flexibilité dans les horaires, réduction des aspects dissuasifs de la fiscalité)</i>	<i>Augmenter le nombre de travailleurs expérimentés</i>	<i>2021</i>	<i>En continu</i>	<i>Un plus grand nombre de travailleurs avec une expérience à mettre à profit</i>

1. Faciliter l'adéquation entre les besoins et l'offre de main-d'œuvre – mesures spécifiques



Priorités d'action	Opportunité poursuivie	Début	Fin	Bénéfices recherchés
1.7 Prioriser des secteurs de l'économie sociale et de l'action communautaire dans les stratégies de requalification notamment pour l'aide à domicile, les soins personnels et l'accompagnement de personnes avec des besoins particuliers	Former un bassin de main-d'œuvre compétente avec des incitatifs financiers adéquats pour permettre aux organismes de remplir leur mission	2021	En continu	Rééquilibrage dans l'offre de main-d'œuvre
1.8 Encourager la création de regroupements d'employeurs et de travailleurs pour faciliter le partage des ressources	Partage de la main-d'œuvre entre différentes entreprises qu'elles soient collectives ou non. (Ex: consortiums, agences de placement, coopératives, etc.)	2021	En continu	Partage de ressources en fonction des besoins de main-d'œuvre
1.9 Miser sur l'expertise des organismes et entreprises d'ÉS pour intégrer au marché du travail des travailleurs aux besoins atypiques	Utiliser les organismes communautaires et les centres de travail adapté comme leviers pour intégrer la population inactive au marché du travail	2021	En continu	Accroître la population active et augmenter l'offre de main-d'œuvre sur le marché du travail

2. Soutenir les transformations organisationnelles et la transition numérique des entreprises



Priorités d'action	Opportunité poursuivie	Début	Fin	Bénéfices recherchés
2.1 Faciliter la mise en place d'initiatives de mutualisation de services ou de ressources par des appels à projets, des fonds dédiés, des programmes ou autres	Mise en commun des ressources pour faciliter l'implantation de solutions technologiques, de marketing, de planification stratégique, de commercialisation et de gestion des organismes	2021	En continu	Avoir les ressources humaines, financières et matérielles adaptées aux besoins et à la capacité de payer des entreprises d'économie sociale
2.2 Orienter les stratégies numériques gouvernementales afin qu'elles couvrent les besoins des entreprises d'ÉS et des organismes communautaires	Soutenir les entreprises d'économie sociale et les organismes communautaires pour les doter d'une infrastructure numérique fonctionnelle.	2021	En continu	Augmenter la productivité des entreprises d'économie sociale tout en stimulant le niveau de littératie numérique dans la communauté
2.3 Déployer un financement et des possibilités accrues de capitalisation aux entreprises œuvrant dans les secteurs d'activités économiques à impact social et environnemental.	Tenir compte de l'importance du capital social généré par les entreprises d'économie sociale au même titre que les capitaux privés dans l'octroi de financement	2022	En continu	Étendre le modèle de l'économie sociale dans l'économie de Québec
2.4 Déployer des initiatives pour offrir un accès à internet et aux outils numériques à la clientèle	Assurer un accès internet à la clientèle	2022	En continu	Favoriser l'accès aux services

3. Capitaliser sur les opportunités découlant de la crise (1 de 2)



Priorités d'action	Opportunité poursuivie	Début	Fin	Bénéfices recherchés
3.1 Recourir aux entreprises d'ÉS dans le soutien aux clientèles les plus affectées par la crise sanitaire par le financement de projets et services (maintien à domicile, hébergement des aînés et clientèles vulnérables, services de soutien en santé mentale, école à distance, sécurité alimentaire, etc.)	Miser sur l'expertise des acteurs de l'économie sociale pour répondre aux besoins de soutien social et profiter de leur connaissance du milieu pour soutenir rapidement les clientèles les plus affectées par la crise sanitaire.	2021	En continu	Offrir à moindre coût et à échelle humaine le soutien aux personnes hors du cadre étatique
3.2 Réviser et adapter les stratégies de développement économique, programmes de soutien et les politiques d'investissement pour tenir compte des spécificités des entreprises d'ÉS et favoriser les secteurs d'activités à fort impact social et environnemental.	Rééquilibrer les valeurs environnementales, sociales et de gouvernance par rapport aux aspects financiers dans l'évaluation de la valeur économique des projets entrepreneuriaux	2021	2022	Augmenter la productivité des entreprises d'économie sociale et en augmenter la résilience
3.3 Miser sur l'économie sociale pour favoriser l'autonomie alimentaire et l'approvisionnement alimentaire local.	Profiter de l'engouement pour les produits locaux et écoresponsables	2021	En continu	Avancer vers l'autonomie alimentaire du Québec.

3. Capitaliser sur les opportunités découlant de la crise (2 de 2)



Priorités d'action	Opportunité poursuivie	Début	Fin	Bénéfices recherchés
<i>3.4 Soutenir la commercialisation des entreprises d'ÉS notamment par l'adoption de politiques et pratiques d'achat local et d'approvisionnement responsable et la mise en place d'initiatives de mutualisation de services de vente, de transport et de logistique.</i>	<i>Faciliter l'accès aux marchés publics pour les entreprises d'économie sociale, soutenir leurs efforts de commercialisation auprès de la population et des marchés publics et des grands acheteurs.</i>	2021	En continu	<i>Augmentation des achats gouvernementaux dans les entreprises d'économie sociale et leur permettre de s'insérer dans les chaînes d'approvisionnement.</i>
<i>3.5 Soutenir la mise en place d'un centre d'économie circulaire s'appuyant sur un modèle de gouvernance collective et la mutualisation de services et d'équipements (logistique, transport, conditionnement des matières, etc.)</i>	<i>Soutenir l'adoption des pratiques d'économie circulaire par les entreprises manufacturières et commerciales (valorisation des extrants, approvisionnement responsable)</i>	2021	En continu	<i>Aligner les politiques de développement économique avec les principes du développement durable</i>
<i>3.6 Miser sur les entreprises d'économie sociale pour la mise en valeur par les acteurs locaux des milieux naturels en réponse à la forte demande pour les activités de loisirs et le tourisme nature</i>	<i>Soutenir le développement du secteur du tourisme et des loisirs par un meilleur accès aux milieux naturels tout en assurant une utilisation responsable.</i>	2021	En continu	<i>Aligner les politiques de développement économique avec les principes du développement durable</i>

4. Assurer un financement accru aux organismes de soutien et faciliter la capitalisation des entreprises

Priorités d'action	Opportunité poursuivie	Début	Fin	Bénéfices recherchés
<i>4.1 Créer et capitaliser une société et/ou un fonds d'acquisition pour faciliter le repreneuriat collectif</i>	<i>Faciliter le transfert d'entreprises privées menacées de fermeture ou en manque de relève vers un modèle de gouvernance collective</i>	<i>2021</i>	<i>En continu</i>	<i>Assurer la relève entrepreneuriale québécoise</i>
<i>4.2 Assurer une transition douce ou la pérennisation des aides ponctuelles aux entreprises d'économie sociale et aux organismes communautaires</i>	<i>Éviter un choc abrupt dans le financement et la fragilisation du filet social</i>	<i>2021</i>	<i>2023</i>	<i>Éviter la multiplication des trous de services.</i>
<i>4.3 Faciliter l'accès aux capitaux pour les entreprises d'ÉS, les entreprises à propriété féminine et les entrepreneurs issus de la diversité.</i>	<i>Faciliter la capitalisation des entreprises à impact social et environnemental</i>	<i>2021</i>	<i>En continu</i>	<i>Faciliter les projets d'investissements dans le secteur</i>
<i>4.4 Majorer le crédit d'impôt pour des dons directs aux organismes communautaires en y ajoutant un volet escalier pluriannuel et un incitatif pour les dons d'entreprises</i>	<i>Favoriser l'engagement pluriannuel des donateurs et valoriser la philanthropie</i>	<i>2022</i>	<i>En continu</i>	<i>Augmenter et favoriser la récurrence des dons directs aux organismes communautaires.</i>

Des réponses concrètes à nos enjeux

Rareté et épuisement de la main-d'œuvre	Prioriser l'ÉS et l'action communautaire dans les stratégies de requalification		Encourager la création de regroupements ou de coopératives d'employeurs, le partage des ressources		Miser sur les organismes et entreprises d'ÉS pour intégrer au marché du travail des travailleurs aux besoins atypiques	
Manque de soutien pour le virage numérique et la transformation des modèles d'affaires	Faciliter la mise en place d'initiatives de mutualisation de services ou de ressources		Orienter les stratégies numériques gouvernementales à l'échelle des entreprises d'ÉS		Déployer des initiatives pour offrir accès internet et des outils numériques pour la clientèle	
Opportunités de développement pour répondre aux besoins révélés par la pandémie	Recourir à l'ÉS dans le soutien aux clientèles affectées par la crise	Adapter les stratégies de développement économique à l'ÉS	Miser sur l'ÉS pour l'autonomie alimentaire de production locale	Soutenir la mise en place d'un centre d'économie circulaire	Adopter des politiques d'approvisionnement adaptées à l'ÉS	Recourir au modèle de l'ÉS pour valoriser les milieux naturels
Sous-financement et difficulté d'accès aux capitaux pour les entreprises d'économie sociale	Créer un fonds pour faciliter le repreneuriat collectif	Assurer une transition douce ou la pérennisation des aides ponctuelles	Déployer un financement accru et un meilleur accès à la capitalisation	Faciliter l'accès aux capitaux pour les entreprises d'ÉS à propriété féminine et issue de la diversité	Revoir à la hausse les crédits d'impôt pour les dons aux organismes communautaires.	

D'autres opportunités à poursuivre et à développer



S'appuyer sur les expériences des entreprises d'économie sociale pour favoriser l'intégration des personnes ayant des besoins atypiques et les personnes les plus éloignées du marché du travail.



Développer un réseau d'hébergement des personnes âgées sous la forme OBNL ou coopérative à l'image des CPE et valoriser l'immobilier collectif.



Adoption d'une politique d'approvisionnement par les donneurs d'ouvrage favorisant notamment l'approvisionnement local auprès d'entreprises collectives.

Des actions qui peuvent rejaillir sur d'autres secteurs économiques et aussi en émaner



Huit autres plans sectoriels de relance présentent également des actions concrètes. Ces secteurs et pratiques peuvent être affectés par les mesures proposées pour la pratique de l'économie sociale, ou proposer des mesures en lien avec la pratique de l'économie sociale

Mesures de la pratique de l'économie sociale affectant d'autres secteurs et pratiques

Encourager la création de coopératives d'employeurs et assurer un meilleur partage des ressources humaines	Tous les secteurs
Miser sur les organismes et entreprises d'ÉS pour intégrer au marché du travail des travailleurs aux besoins atypiques	Tous les secteurs
Miser sur l'ÉS pour l'autonomie alimentaire de production locale	Agroalimentaire
Créer un fonds pour faciliter le repreneuriat collectif	Tous les secteurs

Mesures d'autres secteurs et pratiques affectant la pratique de l'économie sociale

Dynamisme urbain	Faire la promotion du travail en équipe et en présence
Technologies propres	Accroître l'importance vouée aux impacts environnementaux dans les appels d'offres et recourir davantage aux appels de solutions.
Industries culturelles et créatives	Assouplir les règles de l'AFE pour favoriser le travail des étudiants universitaires du début de leur session à la fin de la période touristique
Tourisme	Utiliser l'offre d'hébergement excédentaire à court terme pour combler des besoins sociaux autres que sanitaires
Manufacturier	Lancer une campagne marketing pour promouvoir le projet Symbiose Québec+ qui vise à mettre en relation les entreprises dans un réseau d'économie circulaire
Manufacturier	Tirer parti du nouveau Fonds en économie circulaire de Fondation pour stimuler les investissements dans ce créneau

LISTE DES
ORGANISATIONS
CONSULTÉES –
PANÉLISTES

Sciences de la vie et technologies de la santé et Technologies propres, bioéconomie et environnement

ORGANISATION	NOM	TITRE
BIOQuébec	Anie Perrault	Directrice générale
Econoler	Pierre Langlois	Président
IMV inc. et Québec International	Andy Sheldon	Président des conseils d'administration
Université Laval	Sophie D'Amours	Rectrice
WaterShed Monitoring	Sonja Behmel	Présidente – directrice générale

Dynamisme urbain et Économie sociale

ORGANISATION	NOM	TITRE
Corporation de développement économique communautaire (CDEC)	Isabelle Gilbert	Directrice générale
Groupe TAQ	Gabriel Tremblay	Directeur général
Institut de développement urbain (IDU)	Stéphane Dion	Directeur régional et président Paradigme Stratégies
Premières en affaires	Marie Grégoire	Communicatrice et éditrice
Un Monde Exquis	Vincent Lafortune	Président et éditeur

Agroalimentaire, Logistique et transport et Manufacturier

ORGANISATION	NOM	TITRE
Centre interuniversitaire de recherche sur les réseaux d'entreprise, la logistique et le transport (CIRRELT)	Yan Cimon	Membre et professeur titulaire Université Laval
Fumoir Grizzly	Laura Boivin	Propriétaire et présidente- directrice générale
Groupe Océan	Jean-Philippe Brunet	Vice-président exécutif, Affaires corporatives et juridiques
Optel	Louis Roy	Président fondateur

Tourisme et Industrie culturelle

ORGANISATION	NOM	TITRE
Centre des congrès de Québec	Pierre-Michel Bouchard	Président – directeur général
Croisières AML	Yan Hamel	Président – directeur général
Festival d'été de Québec	Anne Hudon	Directrice générale
Groupe Restos Plaisirs	Pierre Moreau	Président – directeur général et associé
Hôtel Le Bonne Entente	Alain April	Propriétaire et directeur général
Musée de la civilisation	Stéphan La Roche	Président – directeur général
Office du tourisme de Québec	Robert Mercure	Directeur général

LISTE DES
ORGANISATIONS
CONSULTÉES –
GROUPE DE DISCUSSION

Dynamisme urbain

ORGANISATION	NOM	TITRE
Action promotion Grande Allée	Jonathan Ollat	Président et Co-propiétaire de plusieurs établissements de restauration
Coopérative Quartier Petit Champlain	Sandra Turgeon	Directrice générale
SDC 3e Avenue	Isabel Madrid	Directrice générale
SDC Faubourg St-Jean-Baptiste	Julien Roy	Secrétaire Trésorier
	Marie-Noëlle Bellegarde-Turgeon	Directrice générale
SDC Montcalm – Quartier des arts	Jean-Étienne Billette	Administrateur et Propriétaire Sandwicherie Fastoche
	Jean-Pierre Bédard	Directeur général
SDC Saint-Sauveur	Mathieu Savard	Président et Propriétaire Le Coin créatif
	Marylou Boulianne	Directrice générale
SDC St-Roch	François Lebel	Président et Propriétaire de La place boutique gourmande
	Annie Vallée	Directrice générale

Manufacturier

ORGANISATION	NOM	TITRE
Corporation des parcs industriels du Québec (CPI)	Pierre Cassivi	Président – directeur général
	Alain Aubut	Directeur de projets spéciaux
Epsylone Concept inc.	Alain Lefrançois	Président – directeur général
OMY	Andrea Gomez	Fondatrice et Présidente-directrice générale
Preverco	Jean-François Dufresne	Président – directeur général
Telops	Jean Giroux	Fondateur et président-directeur général
Université Laval	Denis Hardy	Conseiller au vice-rectorat à la recherche et à l'innovation

Technologies propres, bioéconomie et environnement

Manufacturier

ORGANISATION	NOM	TITRE
2Degrés	Alexandre Guindon	Directeur général et co-fondateur
Econoler	Myriam LeBlanc	Directrice au développement
Ecosystem	Stéphane Michaud	Vice-président corporatif Innovation, développement de marchés et solutions
Solugen	André Beaulieu Blanchette	Président
Viridis Terra International	Martin Beaudoin Nadeau	Fondateur et Président-directeur général

ORGANISATION	NOM	TITRE
CIRRELT - Centre interuniversitaire de recherche sur les réseaux d'entreprise, la logistique et le transport – Université Laval	Yan Cimon	Vice-recteur adjoint aux affaires externes, internationales et santé. / Professeur titulaire
Groupe Morneau	André Morneau	Président
Groupe Océan	Philippe Fillion	Directeur affaires publiques et développement
Port de Québec	Patrick Robitaille	Vice-président, Affaires et développement portuaires
QSL	Claudine Couture-Trudel	Vice-présidente, Stratégie et affaires publiques
RTC – Réseau de transport de la capitale	Luc Richard	Directeur exécutif et chef de l'exploitation

Tourisme

ORGANISATION	NOM	TITRE
Aéroport international Jean-Lesage de Québec	Yanic Roy	Vice-président - Développement des affaires
Agora OPUS 3	Caroline Lepage	Vice-présidente exécutive
Association hôtelière de la région de Québec (AHRQ)	Marjolaine de Sa	Directrice générale
Carnaval de Québec	Mélanie Raymond	Directrice générale
Centre des congrès de Québec	Pierre-Michel Bouchard	Président-directeur général
Chaire de recherche en partenariat sur l'attractivité et l'innovation en tourisme Québec-Charlevoix	Laurent Bourdeau Ph. D.	Professeur titulaire – Université Laval
Festival d'été de Québec	Anne Hudon	Directrice générale
Groupe Restos Plaisirs	Pierre Moreau	Président- directeur général et associé
Hôtel Pur	Dominique Lapointe	Directrice générale
Industrie touristique de Wendake	Colombe Bourque	Directrice générale
Les Tours du Vieux-Québec	Georges St-Cyr	Propriétaire
Marché de Noël allemand	Olivia Lexhaller	Directrice générale
Musée de la civilisation	Yann Dubor	Directeur de la mise en marché et du mécénat
Parcs Canada	Louis Lavoie	Directeur de l'Unité de gestion de Québec, Parcs Canada
SEPAQ	Christophe Zamuner	Directeur général Établissements touristiques
Un Monde Exquis	Vincent Lafortune	Président et éditeur

Économie sociale

ORGANISATION	NOM	TITRE
Caisse d'économie sociale	Gary Lavoie	Président
CDRQ Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	Sébastien Girard	Directeur régional
Conseil régional de l'environnement	Pauline Robert	Directrice générale adjointe
Coopérative des librairies indépendantes	Jean-Benoît Dumais	Directeur général
Corporation de développement économique communautaire (CDEC)	Isabelle Gilbert	Directrice générale
Fonds d'emprunt de Québec	Aina Rakotoarinivo	Directeur général
Groupe TAQ	Gabriel Tremblay	Directeur général
Induktion géothermie, Coop Poisson Entêté, Coop Dorimène	Thomas Boisvert-Saint-Arnaud	Entrepreneur en série
Pôle des entreprises d'économie sociale Capitale-Nationale	Félix Bussièrès	Directeur général
Professeur d'économie sociale et solidaire et Directeur scientifique de la Démarche d'engagement social de l'Université Laval	Luc Audebrand	Professeur titulaire
Réseau de coopération des ESSAD, Consortium de ressources et d'expertises coopératives	François Allaire	Directeur du développement stratégique
SPIRA	Catherine Benoit	Directrice générale

Agroalimentaire

ORGANISATION	NOM	TITRE
Cassis Mona et filles	Catherine Monna	Propriétaire et vice-présidente
Ecosystem	Maxime Jeffrey-Gauthier	Directeur - Ingénieur développement de projets
INAF – Institut sur la nutrition et les aliments fonctionnels	Renée Michaud	Directrice générale
Les Urbainculteurs	Johann Girault	Directeur général
Maison Orphée	Élizabeth Bélanger	Présidente – directrice générale
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec	Chantal Pitre	Conseillère en transformation alimentaire

Industrie culturelle

ORGANISATION	NOM	TITRE
DFMotion	Dominic Filion	Fondateur
FLIP Fabrique	Xavier Turcotte-Savoie	Directeur général adjoint
Galerie.a	Anne D'Amours Mc Donald	Fondatrice
L'Anti et District 7 Production	Karl-Emmanuel Picard	Copropriétaire et propriétaire
Mimosa Design	Virginie Massicotte	Propriétaire et designer graphique
MNBAQ	Jean-Luc Murray	Directeur général
Muzikâl	Josée Landry-Gagnon	Directrice générale
Orchestre symphonique de Québec (OSQ)	Marc-André Beaulieu	Conseiller à la philanthropie de la fondation

Sciences de la vie et technologies de la santé

ORGANISATION	NOM	TITRE
Bio Québec	Anie Perrault	Directrice générale
Chaire de recherche du Canada en neuroimmunologie - Centre de recherche du CHU de Québec-Université Laval	Serge Rivest	Professeur titulaire et directeur de la recherche
Genome Québec	Daniel Coderre	Président-directeur général
Guard RX	Gary Kobinger	Fondateur et président-directeur général
IMV inc. et Québec International	Andy Sheldon	Président des conseils d'administration
Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec (IUCPQ)	Denis Richard	Directeur du centre de recherche
Médicaments novateurs Canada	Frédéric Alberro	Directeur - Québec
Medtech Canada	Benoit Larose	Vice-président, Québec
Panthera Dental	Gabriel Robichaud	Président et co-fondateur
Silicycle	Simon Bernier	Directeur des opérations, filiale et projets spéciaux



Québec

Cap sur la croissance



CHAMBRE
DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE
DE QUÉBEC

QUÉBEC
INTERNATIONAL
Développement économique